

Reconnaître la frontière

La frontière germano-polonaise de 1939 à 1990

Witold GRIOT



Une genèse compliquée

Longtemps la « reconnaissance » de la frontière germano-polonaise n'a pas été chose aisée sur une carte. Après une longue période de stabilité entre le xiv^e siècle et le milieu du $xviii^e$ siècle, la frontière occidentale de la Pologne avec les États allemands successifs a maintes fois changé dans la seconde moitié du siècle des Lumières. Dans un premier temps, elle évolue régulièrement aux rythmes des partages de la Pologne (1773, 1793, 1795). Elle est redessinée à l'époque du Grand-Duché de Varsovie (1807) puis au congrès de Vienne, date à laquelle la frontière entre le royaume du Congrès (Pologne russe) et la Posnanie annexée par la Prusse est fixée pendant un siècle. Au sortir de la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles fixe la majeure partie de son tracé en se fondant sur le principe des nationalités. Il butte toutefois sur deux régions à l'hétérogénéité nationale importante : la Varmie-Mazurie (sud de la Prusse orientale) et la Haute-Silésie. Pour le sud de la Prusse orientale, le plébiscite entérine sans ambiguïté l'ancienne frontière prussienne datant du Moyen Âge. En Haute-Silésie en revanche, un plébiscite et trois insurrections pro-polonaises plus tard, c'est une commission de la SDN qui décide la partition de la région en 1922, créant une nouvelle frontière. La création de la ville libre de Dantzig (Gdańsk) complexifie encore un peu plus une frontière tortueuse et aussitôt remise en cause en Allemagne comme en Pologne.

Cette nouvelle frontière germano-polonaise ne résiste pas à la Seconde Guerre mondiale. Après la victoire allemande lors de la campagne de Pologne, le III^e Reich procède à un cinquième partage de la Pologne avec l'URSS, redessinant à nouveau les contours de la frontière. Ce partage résulte du retour des anciens territoires polonais de Prusse à l'Allemagne, tandis que les extrémités occidentales des voïévodies (régions) polonaises du centre sont

elles aussi annexées. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ces territoires sont soumis à une politique de germanisation particulièrement brutale de la part des autorités nazies : extermination de l'élite polonaise locale, expulsions de Polonais en masse, colonisation de ces régions par des Allemands rapatriés d'Union soviétique. Le gouvernement polonais en exil réclame, dans la lignée de l'État polonais d'avant-guerre, une révision des frontières avec l'Allemagne en faveur de la Pologne. À partir de 1943, le sort de la frontière occidentale polonaise est étroitement lié à celui de la frontière orientale. Avec la perspective de devoir céder une partie importante de leurs terres à l'est, les dirigeants, experts et diplomates polonais soumettent l'Allemagne à des revendications territoriales de plus en plus importantes. À l'été 1944, le gouvernement prosoviétique de Lublin et Moscou se mettent d'accord pour revendiquer la ligne Oder-Neisse comme nouvelle frontière germano-polonaise, alors que les communistes polonais acceptent la cession des confins orientaux à l'URSS. Après bien des débats, notamment lors de la conférence de Potsdam, les Alliés occidentaux acceptent ce nouveau tracé mais de manière provisoire : la ligne de démarcation définitive doit être fixée à la conférence de paix avec l'Allemagne.

La reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière polonaise officielle

Dès 1945, l'objectif premier de la diplomatie polonaise est la reconnaissance par la communauté internationale de la ligne Oder-Neisse. Le conflit militaire terminé, une nouvelle guerre, idéologique, prend le relais. Si la nouvelle frontière est acquise, au moins officiellement, au sein du bloc soviétique, il n'en est rien dans le bloc de l'Ouest. Les puissances anglo-saxonnes émettent des réserves officielles quant à l'extension de la Pologne vers l'Ouest dès 1946, tandis que les partis politiques ouest-allemands la remettent en cause. Face à cela, le gouvernement provisoire polonais (1945-1947) puis le gouvernement communiste à partir de 1948 élaborent un discours argumenté pour justifier le tracé de la nouvelle frontière. Au sein du ministère des Affaires étrangères, un Bureau des travaux pour le Congrès regroupe des expertises pour étayer la position polonaise au congrès de paix avec l'Allemagne attendu au moment de la sortie de guerre. Les autorités polonaises s'appuient ainsi sur les travaux de spécialistes polonais qui font partie d'un courant historiographique, la « pensée occidentale polonaise » (*polska myśl zachodnia*). Ce dernier cherche à justifier, par l'histoire et les sciences humaines, la polonité des régions annexées, qualifiées de « territoires recouverts ». En se fondant sur ces travaux universitaires qui sont également des œuvres de propagande, les autorités polonaises multiplient les offensives diplomatiques pour faire reconnaître la frontière sur la ligne Oder-Neisse.

Ouvertement nationaliste pendant la période de constitution du pouvoir communiste (1945-1948), cet argumentaire prend des teintes nettement socialistes à l'ère de la stalinisation. La ligne Oder-Neisse est alors présentée comme la « frontière de la paix », ligne de défense des démocraties populaires contre toute agression du monde capitaliste. Elle est également érigée en élément de cohésion du bloc socialiste : la reconnaissance de cette frontière par les pays communistes serait gage de leur volonté d'assurer une paix fragile à l'ère atomique. Après le tournant de 1956, le gouvernement de Gomułka continue de militer pour la reconnaissance officielle de cette frontière. Plus que la rhétorique national-communiste c'est le pragmatisme qui a convaincu la majeure partie des pays occidentaux d'accepter la frontière germano-polonaise, la diplomatie polonaise n'est pas satisfaite quant à elle du *statu quo* tant que l'Allemagne de l'Ouest refuse de reconnaître la ligne Oder-Neisse. La signature du traité de Varsovie le 7 décembre 1970 est ainsi la principale victoire diplomatique de la Pologne populaire. Dans la lignée de son *Ostpolitik*, le chancelier Willy Brandt reconnaît la frontière Oder-Neisse, dans l'attente d'un traité final à signer par l'Allemagne réunifiée. L'un des derniers États à la reconnaître est le Vatican ; le Saint-Siège, attendant qu'un accord international intervienne entre les principaux intéressés, officialise l'ordre territorial issu de Potsdam en 1972. L'année 1970 constitue donc un tournant pour la Pologne populaire. Si les relations avec l'Allemagne de l'Ouest sont normalisées et les tensions diplomatiques diminuent fortement, le gouvernement communiste polonais perd le levier de cohésion nationale que représentaient les menaces sur la frontière Oder-Neisse, ne pouvant plus jouer la carte de la menace externe pour détourner l'attention des problèmes intérieurs.

La RFA et la frontière Oder-Neisse : du révisionnisme à la reconnaissance

La République fédérale d'Allemagne, contrairement à l'Allemagne de l'Est, a mis longtemps à reconnaître le *statu quo* international issu de la Seconde Guerre mondiale. Avant même la constitution de la RFA en mai 1949, les deux principaux partis ouest-allemands, la CDU et le SPD, tiennent une position ouvertement révisionniste sur la question. Dès son premier discours au Bundestag en tant que chancelier, Adenauer est clair quant à la position, officielle, de son gouvernement vis-à-vis de la frontière Oder-Neisse. Il reprend la thèse des juristes ouest-

allemands, selon laquelle la RFA est l'héritière administrative du III^e Reich et que, en l'état, l'Allemagne n'ayant pas signé de traité de paix, les frontières de 1937 sont seules valables et intangibles. Symboliquement, les cartes de manuels ou d'atlas ouest-allemands indiqueront encore longtemps le tracé, en pointillés, de l'ancienne frontière de 1937 à l'intérieur du territoire polonais. Les « territoires recouverts » sont quant à eux considérés comme des « régions provisoirement sous administration polonaise », selon une interprétation large du communiqué final de la conférence de Potsdam.

Similairement à ce qui se passe en Pologne, la diplomatie ouest-allemande, pourtant moins offensive que son homologue polonaise, s'appuie sur des travaux scientifiques pour justifier la germanité des anciennes provinces orientales du III^e Reich perdues en 1945. Jusque dans les années 1960 fleurissent dans certains centres universitaires les parutions de *Ostforschung*, les « recherches orientales » qui étudient l'histoire des anciens territoires de l'Est peuplés d'Allemands. Ouvertement révisionnistes à l'égard de la frontière Oder-Neisse, ces chercheurs glorifient le passé prétendument exclusivement allemand de ces territoires et présentent la conférence de Potsdam comme une injustice historique. On trouve dans leurs œuvres une idéologisation de l'histoire identique à celle des représentants de la pensée occidentale polonaise. En outre, de même qu'en Pologne populaire, la question de la frontière Oder-Neisse est également en Allemagne fédérale une question de politique intérieure. Les bouleversements frontaliers de la fin de la Seconde Guerre mondiale s'accompagnent de nombreux flux de populations. Les Allemands d'Europe centrale et de l'Est sont un peu partout expulsés. Les Allemands des territoires recouverts n'échappent pas à la règle. En RFA, ils se constituent en « associations d'expulsés », les *Bund der Vertriebenen*, qui agissent comme de puissants lobbys révisionnistes à l'égard de la frontière Oder-Neisse. Comptant plusieurs millions de membres, ils sont une clientèle électorale assez largement conservatrice que la CDU doit prendre en compte pour gagner les élections. Ainsi, dans le révisionnisme affiché par les gouvernements chrétiens-démocrates qui se succèdent en Allemagne de l'Ouest jusque dans les années 1960, il y a une part d'opportunisme politique. Le discours officiellement révisionniste de la CDU face à la frontière Oder-Neisse est ainsi de plus en plus formel, alors que la remise en cause de la frontière issue de Potsdam perd de son actualité. Dès les années 1960, il est essentiellement un argument électoral dans la course aux voix face au SPD. Avec l'alternance politique et l'arrivée du SPD de Brandt au pouvoir en 1969, l'*Ostpolitik* concrétise la résignation d'une part sans cesse croissante des élites politiques allemandes face à la frontière Oder-Neisse. La diplomatie ouest-allemande, une fois la frontière reconnue en 1970, s'attache principalement à développer les liens économiques avec les pays de l'Est et en premier lieu la Pologne, et à rapatrier des Allemands encore présents dans ce pays, notamment en Haute-Silésie et en Varmie-Mazurie.

La RDA et la frontière Oder-Neisse : une reconnaissance rapide mais ambiguë

Contrairement à la RFA, la position de la République démocratique allemande vis-à-vis de sa frontière avec la Pologne a été bien plus ambiguë. Si la RFA est passée d'une opposition franche à une reconnaissance claire, la RDA a une relation bien plus complexe que la RFA à la frontière avec la Pologne. D'une part, l'Allemagne de l'Est est directement concernée par cette question, puisque c'est elle qui borde désormais la République populaire de Pologne. En outre, la question de la frontière Oder-Neisse est un des tabous fondateurs de l'État est-allemand. Si le sujet est au premier plan de la scène politique ouest-allemande, il est bien davantage tu en Allemagne de l'Est, car d'une part il renvoie le parti socialiste unifié (SED) à ses propres contradictions, d'autre part il l'affaiblit dans sa quête de légitimité face à sa propre population. En effet, à sa création en 1946, le futur parti unique est-allemand ne se distingue pas des autres partis de gauche allemands : il est contre le changement territorial décidé à Potsdam en 1945, en se fondant notamment sur le droit d'autodétermination des peuples, les anciennes provinces orientales du Reich rattachées à la Pologne étant peuplées à près de 90 % par des Allemands. Concurrencé par d'autres formations politiques bien plus populaires, il en est réduit à jouer la carte d'un certain nationalisme en contradiction avec l'internationalisme qui caractérise l'idéologie marxiste. Sous la pression de l'URSS, la guerre froide aidant, le SED est contraint de changer sa ligne face à la question de la ligne Oder-Neisse en 1947-1948. Son acceptation, obtenue sur l'injonction de Moscou qui ne voulait pas que des inimitiés nationales vinssent fragiliser un bloc de l'Est en construction, a été, au moins au début, acceptée du bout des lèvres par les dirigeants du parti et n'a guère été admise par la base des militants. Toutefois, la concurrence représentée par la République fédérale d'Allemagne à partir de mai 1949 force le nouvel État est-allemand (octobre 1949) à s'arrimer plus solidement encore au bloc de l'Est et à l'URSS qui, seule, peut garantir son existence, du moins à cette époque. Le prix de cette soviétisation et de la protection du monopole politique des communistes en Allemagne de l'Est est la

reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Le traité de Görlitz (6 juillet 1950), surjouant l'unanimité de façade et la fraternité socialiste, scelle artificiellement une réconciliation germano-polonaise avant l'heure. Par ce traité, la RDA reconnaît sa frontière avec la Pologne comme nouvelle frontière polono-allemande.

Malgré cette reconnaissance, la question de la frontière Oder-Neisse reste un serpent de mer en arrière-plan des relations complexes entre République démocratique allemande et République populaire polonaise. La logique nationale n'est pas morte contrairement à ce que l'on pense souvent à l'intérieur du bloc de l'Est. Les tensions ont régulièrement existé entre l'État est-allemand et la Pologne communiste, que ce soit sur la question du rapatriement des Allemands de Pologne ou sur la politique communiste polonaise, jugée trop libérale par le SED, longtemps garant de l'orthodoxie stalinienne. Dans chaque épisode de tensions, la question de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse refait surface côté est-allemand. Les diplomates de RDA se servent ainsi régulièrement de cette question, théoriquement tranchée en 1950, comme moyen de pression dans les négociations avec la Pologne populaire. Dans ces conditions, des épisodes réguliers de guerre froide miniature émergent entre les deux démocraties populaires. L'un des conflits les plus symboliques mettant en jeu la ligne Oder-Neisse concerne le tracé même de la frontière maritime entre les deux pays, dans le prolongement de la frontière terrestre. Il porte sur la délimitation des eaux territoriales entre la RDA et la RPP dans la baie de Szczecin et dure de 1985 à 1989. La RDA repousse la limite de ses eaux territoriales unilatéralement, en se fondant sur le droit international maritime, de sorte que cette dernière mord sur le canal d'accès aux ports de Szczecin et de Świnoujście, importants centres d'exportation, remettant ainsi en cause les intérêts économiques polonais. Ce conflit tardif montre le caractère éminemment problématique du tracé de la nouvelle frontière germano-polonaise, près d'un demi-siècle après sa création, et entre deux partenaires censés être des alliés idéologiques.

Un exemple d'artificialité d'une « frontière naturelle »

Il faut attendre la chute des démocraties populaires, la réunification allemande d'octobre 1990 pour que l'épineuse question de la frontière Oder-Neisse soit définitivement tranchée. Le traité de Varsovie du 14 novembre 1990 entérine la reconnaissance, par la République fédérale d'Allemagne et la République de Pologne, de l'intangibilité de la frontière de Potsdam. Il est assorti d'une clause de respect de l'intégrité territoriale des deux États pour prévenir des conflits.

Tout au long de son existence pluriséculaire, la frontière germano-polonaise n'a pas souvent fait l'unanimité. Constamment redessinée au fil des siècles, elle s'est figée en 1945 le long du cours inférieur de l'Oder et d'un de ses affluents occidentaux, la Neisse de Lusace. Il est intéressant de s'interroger en dernier recours sur ce que cette frontière nous dit des « frontières naturelles ». En effet, et c'est l'un des arguments majeurs de la pensée occidentale polonaise, cette frontière est au sens géographique strict une frontière « naturelle » : son tracé suit le talweg de l'Oder et de la Neisse de Lusace. La géopolitique polonaise a longtemps mis en avant le fait que l'absence d'obstacles naturels marqués entre la Pologne et ses voisins a été la cause de ses malheurs politiques et de sa disparition. En ce sens, la vallée de l'Oder est bien un obstacle géographique qui semble dessiner une rupture assez marquée, et peut donc servir de cadre à une frontière politique. C'est oublier cependant le facteur de la longue durée. En ce sens, cette frontière n'est pas naturelle, puisqu'elle sépare des régions qui avaient l'habitude de fonctionner ensemble, comme la Silésie et la Saxe, ou qui divise des régions historiques : ainsi de la Poméranie, qui se retrouve aujourd'hui en Pologne et en Allemagne, et du Brandebourg, dont la marche orientale est constituée par la région polonaise de Lubusz. Plus symbolique et intéressant comme objet d'étude géographique est le sort des organismes urbains coupés en deux par cette frontière, et qui aujourd'hui fonctionnent comme des villes jumelles à l'heure européenne : Görlitz/Zgorzelec, Guben/Gubin, Frankfort sur l'Oder/Słubice. D'un point de vue géographique même, un fleuve, en tant qu'axe de communication, a davantage vocation à unir qu'à diviser. En ce sens-là également, la ligne Oder-Neisse est l'exemple même d'une frontière artificielle, forgée par idéologie pour mettre un terme de manière arbitraire aux conflits nationaux qui ont souvent meurtri l'Europe du centre-est.

Source URL:

<https://ehne.fr/programmes-du-lycee/premiere-specialite-histoire/theme-3-etudier-les-divisions-politiques-du-monde-les-frontieres/jalons/reconnaitre-la-frontiere>